

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1225

[2011/202084]

7 AVRIL 2011. — Décret relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes d'intérêt public et des entités dérivées de l'autorité publique pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution*

Art. 2. A l'article 2 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1^o est remplacé comme suit :

" 1^o administrateur public : toute personne ou son suppléant :

a) qui, de manière cumulative :

- siège au sein de l'organe chargé de la gestion d'un organisme public;

- a été nommée par le Gouvernement ou par le Parlement ou sur proposition de ceux-ci, conformément au décret ou à l'arrêté portant création dudit organisme public, à ses statuts ou aux droits du Gouvernement dans l'actionnariat, ou a été désignée par le Gouvernement wallon dans une des sociétés de transport en commun sur proposition de la Société régionale wallonne du Transport ou a été nommée, au sein de l'organe de gestion d'un organisme public, sur intervention de la Région wallonne, d'un organe qui en dépend, d'une province ou d'une commune;

b) et qui n'est pas administrateur de droit de l'organe de gestion d'un organisme public. "

b) le 2^o est remplacé comme suit :

" 2^o gestionnaire public : toute personne, autre qu'un administrateur public, chargée de la gestion journalière, ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière de l'organisme public. "

c) un 8^o est ajouté, rédigé comme suit :

" 8^o administrateur de droit : toute personne désignée comme telle dans le décret instituant l'organisme ";

d) un point 9^o est ajouté, rédigé comme suit :

" 9^o observateur : toute personne qui, sans être administrateur, est désignée par le Gouvernement pour assister aux réunions des organes de la société sans rôle délibératif et qui a accès aux pièces. "

Art. 3. Dans l'article 4, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

" Si, en application des dispositions de l'alinéa 1^{er}, un de ces groupes politiques ne dispose pas d'un administrateur public au sein de l'organe de gestion d'un organisme qui est un organisme public visé par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics ou qui est un organisme d'intérêt public au sens de son décret constitutif, il y est représenté par un observateur désigné par le Gouvernement sur proposition de ce groupe politique. "

Art. 4. L'article 5 du même décret est complété comme suit :

" Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, les administrateurs publics des organismes qui sont des organismes d'intérêt public soit visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics soit en vertu de leur décret constitutif, sont nommés pour la durée de la législature dans les trois mois qui suivent la date de la prestation de serment des membres du Gouvernement à la suite du renouvellement du Parlement wallon. "

Art. 5. Un § 2 nouveau est ajouté à l'article 8 du même décret, rédigé comme suit :

" § 2. En outre, la fonction de président ou l'exercice de fonctions spéciales, au sein d'un organisme d'intérêt public visé par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics, relevant des compétences d'un Ministre est incompatible avec la qualité de chef de cabinet du Ministre de la Région wallonne dont question. "

Les §§ 2 et 3 actuels de l'article 8 deviennent respectivement les § 3 et § 4.

Art. 6. L'article 15 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

" § 1^{er}. Le président de l'organe de gestion communique annuellement au Gouvernement le rapport d'activités de l'organisme ou, à défaut, le rapport de gestion, qui comprendra les informations complètes sur la rémunération des administrateurs publics et des gestionnaires publics, ainsi que sur les mandats et les rémunérations y afférentes que ces administrateurs publics et gestionnaires publics ont obtenus dans les personnes morales dans lesquelles l'organisme détient des participations ou au fonctionnement desquelles il contribue, et où les administrateurs publics et les gestionnaires publics ont été désignés sur sa proposition.

Les informations visées à l'alinéa 1^{er} sont publiées de manière anonyme et précisent les montants auxquels ont droit les administrateurs en fonction de leur qualité d'administrateur, de président ou de vice-président du conseil d'administration pour leurs rémunérations, indemnités et jetons de présence.

Le rapport d'activités de l'organisme ou, à défaut, le rapport de gestion fait également état de l'application des mesures visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes et de la répartition, en termes de genre, des mandats occupés.

Le Gouvernement communique annuellement au Parlement wallon les informations contenues dans le rapport selon des modalités qu'il arrête.

§ 2. Le rapport d'activités de l'organisme ou, à défaut, le rapport de gestion, est accessible sur simple demande. La demande peut être refusée dans les cas visés à l'article 6 du décret du 30 mars 1995 sur la publicité de l'administration.

Chaque organisme communique annuellement au Ministre de tutelle les montants individualisés de la rémunération de chacun de ses administrateurs publics et de chaque gestionnaire public.

Sans préjudice des dispositions du Code des sociétés, l'organe de gestion présente, lors de chaque assemblée générale, un rapport sur la réalisation des objectifs qu'il s'est fixés pour l'exercice considéré.

Sans préjudice des dispositions du Code des sociétés, le conseil d'administration veille à fournir aux assemblées générales toutes les explications adéquates sur les points qui figurent à l'ordre du jour. "

Art. 7. Dans le même décret, il est inséré un chapitre IIIbis, comportant l'article 15bis, rédigé comme suit :

" CHAPITRE IIIbis. — Rémunération de l'administrateur public

Art. 15bis. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine, par organisme et en tenant compte du secteur d'activités de celui-ci, les formes et modalités d'attribution de la rémunération des administrateurs publics.

Il sera notamment tenu compte du fait que la rémunération de l'administrateur public ne peut lui être versée dans son intégralité si, au cours d'un même exercice, il a, sans justification valable, été absent à plus de 20 % des réunions de l'organe de gestion.

§ 2. Pour les organismes qui sont des organismes d'intérêt public soit visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics soit en vertu de leur décret constitutif, le Gouvernement détermine, par organisme et en tenant compte du secteur d'activités de celui-ci, un montant minimal et un montant maximal entre lesquels les rémunérations des administrateurs et gestionnaires publics devront être fixées.

Pour les autres organismes visés à l'article 3, le Gouvernement peut déterminer, par organisme et en tenant compte du secteur d'activités de celui-ci, un montant minimal et un montant maximal entre lesquels les rémunérations des administrateurs et gestionnaires publics devront être fixées.

Lors de la fixation de la rémunération d'un administrateur public, l'organisme tient compte du fait que cet administrateur est en outre président ou vice-président du conseil d'administration, ou président ou membre d'un comité ou d'un organe créé par le conseil d'administration de l'organisme.

Lors de la fixation de la rémunération d'un gestionnaire public, l'organisme tient compte des éléments suivants :

- 1° son niveau de responsabilité;
- 2° son ancienneté;
- 3° son expérience;
- 4° son domaine d'activités.

§ 3. Les montants visés au § 2 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du service public.

Ces montants sont rattachés à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et s'entendent " avantages de toute nature compris ".

§ 4. L'organe de gestion de tout organisme et chaque comité qu'il crée se dotent d'un règlement organique.

Ce règlement prévoit au minimum dans quelle mesure et à quelles conditions une dépense engagée par l'un des membres, dans l'exercice de ses fonctions, peut être remboursée par l'organisme public, ainsi que l'établissement, par chacun des membres, d'un rapport annuel reprenant les dépenses qu'il a engagées dans l'exercice de ses fonctions. "

CHAPITRE III. — Modification du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution

Art. 8. L'article 6, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution est complété par un 7^o, rédigé comme suit :

" 7^o titulaire d'une fonction dirigeante d'un organisme sur lequel l'organisme public relevant des compétences du Commissaire exerce un contrôle. "

Art. 9. Un article 8bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

" Art. 8bis. Le commissaire du Gouvernement assiste aux réunions de l'organe de gestion de l'organisme au sein duquel il exerce ses missions, ainsi qu'aux réunions des comités et organes de cet organisme qui disposent d'un pouvoir décisionnel par délégation de l'organe de gestion. "

Art. 10. Dans le même décret, il est inséré un chapitre IIIbis, comportant l'article 19bis, rédigé comme suit :

" CHAPITRE IIIbis. — Rémunération du commissaire du Gouvernement

Art. 19bis. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine, par organisme et en tenant compte du secteur d'activités de celui-ci, les formes et modalités d'attribution de la rémunération des commissaires du Gouvernement.

La rémunération du commissaire du Gouvernement ne peut lui être versée dans son intégralité si, au cours d'un même exercice, il a, sans justification valable, été absent à plus de 20 % des réunions de l'organe de gestion.

§ 2. Le Gouvernement peut déterminer, par organisme et en tenant compte du secteur d'activités de celui-ci, le montant de la rémunération des commissaires du Gouvernement.

§ 3. Les montants visés au § 2 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du service public.

Ces montants sont rattachés à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et s'entendent " avantages de toute nature compris ". "

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 11. Le présent décret, à l'exception de l'article 4, entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

L'article 4 entre en vigueur lors du renouvellement du Parlement wallon qui suit l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 avril 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2010-2011.*

Documents du Parlement wallon, 345 (2010-2011). N^{os} 1, 1bis à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 6 avril 2011.

Discussion - Votes.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1225

[2011/202084]

7 APRIL 2011. — Decreet betreffende het goed bestuur in de uitvoering van de openbare mandaten in de overheidsinstellingen en in de van de overheid afgeleide entiteiten voor de maatregelen geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127 en 128 ervan.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet*

Art. 2. In artikel 2 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 1^o wordt vervangen als volgt :

" 1^o overheidsbestuurder : elke persoon of diens plaatsvervanger :

a) die tegelijk

- in het orgaan belast met het bestuur van een overheidsinstelling zitting heeft;

- door de Regering of het Parlement of op voordracht van laatstgenoemden overeenkomstig het decreet of het besluit tot oprichting van die overheidsinstelling, de statuten ervan of de rechten van de Regering in het aandeelhouderschap benoemd is of aangewezen werd door de Waalse Regering in één van de openbare vervoersmaatschappijen op voordracht van de " Société régionale wallonne du Transport " (Waalse Gewestelijke Vervoersmaatschappij) of in het bestuursorgaan van een overheidsinstelling benoemd werd door toedoen van het Waalse Gewest, van een onder het Gewest ressorterend orgaan, een provincie of een gemeente;

b) en die niet van rechtswege bestuurder is van het bestuursorgaan van een overheidsinstelling. ";

a) punt 2^o wordt vervangen als volgt :

" 2^o overheidsbeheerder : elke andere persoon dan een overheidsbestuurder die met het dagelijks bestuur belast is of optreedt in het orgaan belast met het dagelijks bestuur van de overheidsinstelling. ";

c) er wordt een 8^o toegevoegd, luidend als volgt :

" 8^o bestuurder van rechtswege : elke persoon die als dusdanig aangewezen is in het decreet tot oprichting van de instelling ";

d) er wordt een punt 9° toegevoegd, luidend als volgt :

" 9° waarnemer : elke persoon die, zonder bestuurder te zijn, door de Regering aangewezen is om de vergaderingen bij te wonen van de organen van de maatschappij, zonder beslissende rol en die toegang tot de stukken heeft. "

Art. 3. In artikel 4, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet wordt volgend lid ingevoegd tussen lid 1 en lid 2 :

" Als één van die politieke fracties overeenkomstig de bepalingen van lid 1 niet over een overheidsbestuurder beschikt in het bestuursorgaan van een instelling die een overheidsinstelling is bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut of die een overheidsinstelling is in de zin van zijn oprichtingsdecreet, wordt hij er vertegenwoordigd door een waarnemer aangewezen door de Regering op voordracht van die politieke fractie. "

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

" Onverminderd lid 1 worden de overheidsbestuurders van de instellingen die overheidsinstellingen zijn bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut of krachtens hun oprichtingsdecreet benoemd voor de duur van de legislatuur binnen de drie maanden volgend op de datum van de eedaflegging van de leden van de Regering na de hernieuwing van het Waalse Parlement. "

Art. 5. Er wordt een nieuwe § 2 toegevoegd aan artikel 8 van hetzelfde decreet, luidend als volgt :

" § 2. Daarnaast is het ambt van voorzitter of de uitoefening van bijzondere ambten in een instelling van openbaar nut bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut die onder de bevoegdheden van een Minister valt onverenigbaar met de hoedanigheid van kabinetschef van de Minister van het Waalse Gewest waarvan sprake. "

De huidige §§ 2 en 3 van artikel 8 worden respectievelijk de §§ 3 en 4.

Art. 6. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepalingen :

" § 1^{er}. De voorzitter van het beheersorgaan maakt de Regering jaarlijks het activiteitenverslag van de instelling over of, bij ontstentenis, het beheersverslag, waarin de volledige informatie vervat is betreffende de bezoldiging van de overheidsbestuurders en -beheerders, evenals de desbetreffende mandaten en bezoldigingen die die overheidsbestuurders en -beheerders gekregen hebben in de rechtspersonen waarin de instelling participaties bezit of waarin ze medewerkende instantie is en waar de overheidsbestuurders en -beheerders op zijn voordracht werden aangewezen.

De informatie bedoeld in lid 1 wordt anoniem bekendgemaakt en gaat nader in op de bedragen waarop de bestuurders recht hebben in hun hoedanigheid van bestuurder, voorzitter of ondervoorzitter van de raad van bestuur voor hun bezoldigingen, vergoedingen of aanwezigheidsgeld.

Het activiteitenverslag van de instelling of, bij ontstentenis, het beheersverslag maken eveneens gewag van de toepassing van de maatregelen ter bevordering van de evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen en van de verdeling van de beklede mandaten over beide geslachten.

De Regering deelt jaarlijks de informatie vervat in het verslag aan het Waals Parlement mee, volgens de nadere regels die zij vastlegt.

§ 2. Inzage in het activiteitenverslag van de instelling of, bij ontstentenis, het beheersverslag wordt op eenvoudig verzoek verleend. In de gevallen bedoeld in artikel 6 van het decreet van 30 maart 1995 over de openbaarheid van bestuur kan het verzoek geweigerd worden.

Elke instelling deelt jaarlijks aan de toezichthoudend minister de geïndividualiseerde bedragen mee van de bezoldiging van elke overheidsbestuurder en -beheerder die ze telt.

Onverminderd de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen legt het beheersorgaan bij elke algemene vergadering een verslag voor over de doelstellingen die voor het bedoelde werkjaar werden vastgesteld.

Onverminderd de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen ziet de raad van bestuur erop toe dat de algemene vergaderingen alle gepaste uitleg krijgt over de agendapunten. "

Art. 7. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk *IIIbis* ingevoegd, bevattende het artikel *15bis*, luidend als volgt :

" *HOOFDSTUK IIIbis. — Bezoldiging van de overheidsbestuurder*

Art. 15bis. § 1. De Regering bepaalt per instelling en rekening houdend met de bedrijfssector van laatstgenoemde de vorm en de nadere regels voor de bezoldiging van de overheidsbestuurders.

Er wordt met name rekening gehouden met het feit dat de bezoldiging van de overheidsbestuurder hem niet volledig overgemaakt moet worden als hij in de loop van éénzelfde werkjaar zonder rechtsgeldige verantwoording afwezig bleef van meer dan 20 % van de vergaderingen van het bestuursorgaan.

§ 2. Voor de instellingen die overheidsinstellingen zijn bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige overheidsinstellingen of krachtens hun oprichtingsdecreet bepaalt de Regering per instelling en rekening houdend met de bedrijfssector van laatstgenoemde een minimum- en een maximumbedrag binnen welke de bezoldigingen van de overheidsbestuurders en -beheerders vastgelegd dienen te worden.

Voor de andere instellingen bedoeld in artikel 3 kan de Regering per instelling en rekening houdend met de bedrijfssector van laatstgenoemde een minimum- en een maximumbedrag bepalen binnen welke de bezoldigingen van de overheidsbestuurders en -beheerders vastgelegd dienen te worden.

Bij de vaststelling van de bezoldiging van een overheidsbestuurder houdt de instelling rekening met het feit dat die bestuurder daarenboven voorzitter of ondervoorzitter is van de raad van bestuur of voorzitter of lid van een bestuur of een orgaan opgericht door de raad van bestuur van de instelling.

Bij de vaststelling van de bezoldiging van een overheidsbeheerder houdt de instelling rekening met volgende elementen :

- 1° zijn verantwoordelijkheidsniveau;
- 2° zijn anciënniteit;
- 3° zijn ervaring;
- 4° zijn activiteitsdomein.

§ 3. De bedragen bedoeld in § 2 zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Die bedragen worden gekoppeld aan spilindex 138,01 van 1 januari 1990, met inbegrip van de "voordelen van alle aard".

§ 4. Het beheersorgaan van elke instelling en elk bestuur dat zij opricht krijgen een organiek reglement.

Dat reglement voorziet minstens in welke mate en tegen welke voorwaarden een door één der leden in de uitoefening van diens ambt vastgelegde uitgave terugbetaald kan worden door de overheidsinstelling, evenals de opmaking door elk der leden van een jaarverslag met vermelding van de uitgaven door die leden vastgelegd in de uitoefening van hun ambt. "

HOOFDSTUK III. — *Wijziging in het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet*

Art. 8. Artikel 6, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de regeringscommissarissen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt :

"7° houder van een leidend ambt in een instelling waarop de overheidsinstelling die onder de bevoegdheden van de Commissaris valt een controle uitoefent. "

Art. 9. Er wordt een artikel *8bis* in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *8bis*. De regeringscommissaris woont de vergaderingen bij van het beheersorgaan van de instelling waarin hij zijn opdrachten uitvoert, evenals de vergaderingen van de besturen en de organen van die instelling die over een beslissingsbevoegdheid beschikken via bevoegdheidsoverdracht van het beheersorgaan. "

Art. 10. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk *IIIbis* ingevoegd, bevattende het artikel *19bis*, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK *IIIbis*. — *Bezoldiging van de regeringscommissaris*

Art. *19bis*. § 1. De Regering bepaalt per instelling en rekening houdend met de bedrijfssector van laatstgenoemde de vorm en de nadere regels voor de bezoldiging van de regeringscommissarissen.

De bezoldiging van de regeringscommissaris wordt hem niet volledig overgemaakt als hij in de loop van éénzelfde werkjaar zonder rechtsgeldige verantwoording afwezig bleef van meer dan 20 % van de vergaderingen van het bestuursorgaan.

§ 2. De Regering kan per instelling en rekening houdend met de bedrijfssector van laatstgenoemde het bedrag van de bezoldiging van de regeringscommissarissen bepalen.

§ 3. De bedragen bedoeld in § 2 zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Die bedragen worden gekoppeld aan spilindex 138,01 van 1 januari 1990, met inbegrip van de "voordelen van alle aard". "

HOOFDSTUK IV. — *Eindbepalingen*

Art. 11. Dit decreet treedt, behalve artikel 4, in werking tien dagen na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 4 treedt in werking bij de hernieuwing van het Waals Parlement volgend op de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 april 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

Stukken van het Waals Parlement, 345 (2010-2011). Nrs. *1bis* tot 6.

Volledig verslag, plenaire zitting van 6 april 2011.

Bespreking - Stemmingen.